

# Grève du 5 décembre : "Beaucoup d'écoles complètement fermées", à quoi s'attendre dans l'éducation nationale

De très nombreuses écoles risquent la fermeture totale ce jeudi, en raison d'une grève de la fonction publique. Enseignants et animateurs périscolaires seront grévistes.



Un rassemblement est programmé samedi 25 mai 2024 à Cherbourg (Manche) dans le cadre d'une mobilisation nationale pour dire « non » à la réforme « choc des savoirs ».

"Ne laissons pas faire" : tel est le mot d'ordre du SNUipp-FSU, syndicat national unitaire des instituteurs et des professeurs des écoles, à l'approche du jeudi 5 décembre 2024, qui signera une journée de grève massive dans les écoles élémentaires.

Le nombre de grévistes s'annonce élevé

Plus globalement, ce sont la majorité des syndicats de la fonction publique qui "appellent à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire", pour ce jeudi. Et de fait, de très nombreuses écoles élémentaires sont impactées.

Pour l'heure, le syndicat majoritaire dans les écoles élémentaires ne connaît pas encore le taux de grévistes et d'écoles fermées - car les professeurs ont jusqu'à ce soir pour se déclarer -, mais il nous indique déjà la tendance.

"A priori, on va avoir beaucoup d'écoles fermées, et un nombre de grévistes très important. Les professeurs des écoles sont extrêmement mobilisés sur cette grève, tout le monde se sent touché, et donc la colère est montée progressivement", nous affirme d'emblée Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, jointe par actu.fr.

Si de nombreuses écoles risquent d'être complètement fermées (garderies et cantines incluses), c'est aussi parce que les animateurs périscolaires seront aussi massivement en grève.

Il n'y aura pas de personnel périscolaire pour assurer le système minimum d'accueil normalement mis en place par les collectivités.

*Guislaine David - Porte-parole du SNUipp*

[Budget 2025 : congés maladie, jours de carence... la fonction publique dans le viseur du gouvernement](#)

Mouvement inédit ?

Ainsi, le mouvement s'annonce très suivi. Voire carrément inédit ? "Il est trop tôt pour l'assurer", réitère la porte-parole.

"Déjà pendant la réforme des retraites, et durant les mobilisations anti-Blanquer, on a eu des gros mouvements, on ne sait pas si ce sera aussi massif, mais ça semble monter très progressivement depuis 15 jours, et là ça se confirme bien suivi", anticipe encore Guislaine David.

Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura une mobilisation massive dans la rue, "avec de gros cortèges enseignants". Le SNUipp recense d'ailleurs 131 points de mobilisation, et détaille les actions par villes en France, dans une carte.

Gel des salaires, indemnisation du congé maladie...

Dans le viseur des syndicats d'enseignants, plusieurs choses : la baisse de l'indemnisation du congé maladie et le passage à trois jours de carence en cas d'arrêt, le gel des salaires, et les suppressions de postes annoncées.

Nous, les enseignants, quand on est dans une classe, on ne peut pas échapper à certaines maladies, or on ne peut pas venir travailler malades. Ainsi, les collègues se sentent coupables d'être malades.

*Guislaine David. - Porte-parole du SNUipp-FSU*

"Et puis comme on n'a pas cette indemnisation du congé maladie comme les salariés du privé, on a ce sentiment d'injustice, et de perte d'argent dans un contexte où le métier d'enseignant est de moins en moins attractif. Et où nos conditions de travail sont déjà dégradées", énumère la porte-parole du SNUipp.

De nombreuses raisons qui "cristallisent la colère"

Selon elle, peut-être que la probabilité d'un gouvernement qui démissionne (en lien avec le 49-3 déposé par Michel Barnier et la motion de censure) serait un facteur supplémentaire de mobilisation pour les éventuels indécis.

De nombreux enseignants ont également été choqués par les propos de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, que les syndicats d'enseignants qualifient de "prof-bashing". Et pour cause : l'ex-Président a stigmatisé le travail des enseignants, estimant que la France n'avait pas les moyens d'avoir un million d'enseignants.

"C'est 24 heures par semaine [...] six mois de l'année [...] Entre les vacances et les week-ends...", avait-il lancé début novembre.

[Comme l'affirme Nicolas Sarkozy, les enseignants travaillent-ils vraiment 24h par semaine, six mois par an ?](#)

En clair, de nombreux facteurs "cristallisent la colère".